

La
Désinformation
arme de guerre

Textes de base présentés par

Vladimir
Volkoff

Julliard | L'Age d'Homme

IX.

ANALYSE POLITIQUE (PHYSIQUE ET MÉTAPHYSIQUE)

Michel Heller, rescapé des camps soviétiques, l'un des observateurs les plus pertinents de la réalité totalitaire (il ne lui manque ni l'horreur, ni la pitié, ni l'humour), étudie la pratique de la désinformation. Il montre qu'elle n'est pas seulement une dérivée vicieuse de l'information, mais qu'elle peut se substituer systématiquement à elle.

Les encyclopédies et dictionnaires occidentaux ignorent le mot « désinformation ». En France, il n'a guère été employé que depuis cette année, à l'occasion de la publication de *l'Iceberg* de A. de Borchgrave et R. Moss, de la condamnation de Pierre-Charles Pathé comme « agent d'influence » et de l'arrestation de Roger Delpy, accusé de « désinformation technique ». *Le Monde* a récemment donné une définition de ce terme : « Désinformation technique : méthode utilisée par les services secrets pour dissimuler ou travestir les véritables objectifs politiques, économiques ou diplomatiques d'un État. » Le journal précise que si « la technique de désinformation est, elle, relativement ancienne », le mot lui-même « n'apparaît qu'en 1963, lorsque le KGB crée une section spéciale chargée de "désinformer" les buts politiques réels de l'Union Soviétique ».

En réalité, si l'Occident n'entend parler de « désinformation » qu'en 1963, ce terme figure déjà depuis un quart de siècle dans les dictionnaires et encyclopédies soviétiques. On ne le trouve pas encore dans le *Dictionnaire raisonné de la langue russe*, dont les quatre tomes paraissent en URSS, sous la direction du professeur Ouchakov, entre 1935 et 1940. Mais on le rencontre, dès 1949, dans

le *Dictionnaire de la langue russe* en un volume de S. Ojegov. Ce dernier en donne une définition succincte : « Désinformation : action d'induire en erreur au moyen d'une information mensongère. » Et, à titre d'exemple, l'auteur parle de « la désinformation de l'opinion publique dans les pays capitalistes ». Le *Dictionnaire encyclopédique* en trois volumes (1953) élargit et précise la signification du mot : « Désinformation : information notoirement fautive; procédé, moyen largement utilisé par la presse, la radio et les différents organes de propagande bourgeoise, dans le but d'induire l'opinion publique en erreur, de calomnier les partisans de la paix, de la démocratie et du socialisme, de promouvoir la politique d'agression de l'impérialisme. »

Si les lexicographes soviétiques ne sont invités à faire entrer ce terme dans la langue qu'à la fin des années 40, le procédé, lui, est largement utilisé par la propagande soviétique dès les premiers jours du nouveau régime. Et il devient une arme pour la police politique : la Vétchéka. Le fondateur de la Commission Extraordinaire, V.I. Lénine, leader du Parti, de la Révolution et de l'État, ne se contente pas d'élaborer une théorie de la terreur comme moyen essentiel d'éducation des masses; il contrôle, dans ses moindres aspects, le travail pratique de la Vétchéka et donne des indications techniques concrètes. Parmi les méthodes auxquelles, selon lui, les « Organes » doivent le plus fréquemment recourir, la « désinformation » occupe une place de choix. Durant la guerre avec la Pologne, on trouve, parmi d'autres suggestions de Lénine, un projet qu'il qualifie lui-même de « plan parfait ». Le chef de l'État soviétique se propose d'épurer la partie du territoire polonais occupée par l'Armée rouge : « On arrive en se faisant passer pour des "Verts" (on rejettera ensuite la faute sur eux)... On pend les koulaks, les curés et les propriétaires terriens. On offre cent mille roubles de récompense pour chaque pendu. » Toute la saveur de ce plan réside dans l'idée de « se faire passer pour des Verts », autrement dit pour des paysans révoltés, refusant également les thèses des « Blancs » et des « Rouges ». Comme toujours, Lénine ne néglige aucun détail. Il fixe très exactement le montant de « la récompense "prévue" pour chaque pendu » — somme qui, compte tenu de l'inflation, n'était pas très élevée...

Le tout premier organigramme de la Vétchéka prévoyait une « section provocatrice », que l'on peut aujourd'hui considérer comme l'ancêtre des « sections de désinformation » nées au cours

des années 20. En cinq ans (de 1922 à 1927), l'Oguépéou, qui succède à la Vétchéka, effectue l'une des plus belles opérations de « désinformation » de toute l'histoire des services secrets : créée par la police politique, l'organisation « monarchiste » provocatrice « Trust » divise l'émigration russe et alimente les services secrets occidentaux en renseignements tous plus faux les uns que les autres. Avec l'aide du « Trust », l'Oguépéou enveloppe la République soviétique d'un véritable rideau de fumée.

Mais le problème de la « désinformation » ne se limite pas, en URSS, aux activités de la Vétchéka, puis de l'Oguépéou, du NKVD et du KGB. Churchill aimait à dire qu'en période de guerre, la vérité est si précieuse, qu'on est obligé de lui octroyer des mensonges comme gardes du corps. Or l'État soviétique présente deux caractéristiques essentielles : d'une part le mensonge est, pour lui, une forme d'existence ; et d'autre part, il est perpétuellement en guerre.

La lexicographie soviétique accorde une place importante au vocabulaire politique. En URSS, tout est politique, et à la base de toute chose, on trouve le Verbe. Le *Petit Dictionnaire politique* se compose d'environ dix-douze mille mots, permettant au citoyen de comprendre et d'exprimer les idées et les sentiments qu'on attend de lui. Chaque édition de l'ouvrage reflète les modifications subies par la ligne générale : de nouveaux mots sont introduits, d'autres, désormais inutiles, sont abandonnés ; certaines définitions sont révisées.

La dernière édition du *Petit Dictionnaire* date de fin 1978, la précédente de l'été 1969. Entre-temps, la Conférence d'Helsinki s'est réunie et a reconnu la zone d'influence de l'URSS en Europe. A cette occasion, le *Petit Dictionnaire* s'enrichit de deux articles intitulés : « Lutte idéologique » et « Lutte des classes », et l'article « Guerre psychologique » se voit considérablement étoffé : de vingt lignes en 1969, il passe à quatre-vingt-onze en 1978.

Les deux éditions donnent du mot « désinformation » une définition presque identique (on précise simplement, en 1978, que ce vocable est d'origine française) : « La désinformation est une information provocatrice mensongère, présentée comme une vérité dans le but d'induire l'opinion publique en erreur. La désinformation est largement utilisée par la presse bourgeoise, la radio, la télévision et les autres mass media, dont elle est l'arme privilégiée pour les campagnes anticommunistes et les calomnies à l'encontre des pays socialistes. »

Analyse politique (physique et métaphysique)

Une phrase de L. Brejnev ajoutée, dans l'édition de 1978, à l'article « Guerre psychologique », souligne bien l'importance de la « désinformation » : « Nous vivons dans des conditions de guerre idéologique permanente... » Le même article fait allusion à la « désinformation préméditée », « moyen scandaleux et subtil de conditionnement psychologique des individus ». Les innombrables articles que le *Petit Dictionnaire politique* consacre aux « guerres » et « luttes » de tous ordres mentionnent, sans exception, les diverses formes de « travail de sape » et, parmi elles, la « désinformation ». Le lecteur comprendra sans peine l'importance que revêtent de tels procédés dans cette « lutte politique suprême qui se donne pour but de renverser la domination bourgeoise et d'assurer la suprématie du Proletariat sous quelque forme que ce soit ».

Dans cette guerre totale et incessante que l'Union Soviétique mène contre le monde « capitaliste » et « bourgeois », la « désinformation » est une arme particulièrement efficace, un instrument capital pour conditionner l'individu.

La « désinformation » à usage intérieur présente quelques particularités tactiques. En Union Soviétique, où l'information reste un privilège, la « désinformation » consistant à affirmer, par exemple, que le véritable nom de Soljenitsyne est Soljenitser, ce qui revient à dire qu'il est juif, n'est pas répandue par les journaux, la radio ou la télévision, mais par les militants du Parti auxquels on recommande, lors des « assemblées à huis clos », de diffuser la « nouvelle ». Les responsables soviétiques de la propagande sont convaincus — et c'est là une des principales caractéristiques de la « désinformation » à usage intérieur — d'avoir affaire à des citoyens sans mémoire : seul existe ce que dit le journal du jour.

Les documents publiés en Occident sur la censure polonaise, qui reprend tous les « trucs » du « grand frère », offrent une bonne illustration de la « désinformation » : la censure ne se soucie pas du « caractère véridique ou mensonger » de l'information ; elle se préoccupe seulement de savoir si l'information est utile ou nuisible à la « construction du communisme ».

En URSS, l'histoire et la mémoire ayant été nationalisées au même titre que les mass media, la « désinformation » est, finalement, l'unique technique d'information. Seules les radios étrangères constituent une autre source d'information. En bonne logique, le Kremlin a donc donné l'ordre de brouiller leurs émissions durant les grèves polonaises de l'été 1980 : en cette

période de troubles, il ne pouvait tolérer qu'on violât le monopole de l'information. Néanmoins, il serait faux de croire que les nouvelles qui filtrent ainsi en URSS par les ondes, auxquelles s'ajoutent les livres et les journaux importés clandestinement, suffisent à mettre en échec la désinformation. On recueille aujourd'hui les fruits de dizaines d'années de conditionnement de l'opinion publique : les stéréotypes « Patrie » et « Anti-Patrie » opposant l'URSS (magnanime et pacifiste) à l'Occident (ingrat), ou la « démocratie » (véritable-socialiste) à l'« antidémocratie » (bourgeoise-pourrie) sont solidement ancrés dans la conscience collective.

Le monopole du mensonge explique parfaitement le succès de la « désinformation » dans les limites du territoire soviétique. En revanche, il est plus difficile d'analyser les résultats, tout aussi brillants, obtenus par la propagande soviétique à l'étranger. Dans son livre sur le KGB, John Barron cite une liste « d'actions de désinformation » ponctuelles effectuées par la section D qui devait, par la suite, devenir la section A du Comité de Sécurité.

Mais il s'agit là d'un phénomène secondaire si on le compare à la politique d'ensemble qui vise à « induire l'opinion publique en erreur ». Il est beaucoup plus important, en effet, d'avoir réussi à présenter l'armement nucléaire américain comme un instrument de destruction et les fusées nucléaires soviétiques comme un instrument de paix. L'art de la « désinformation » a merveilleusement fait ses preuves lorsqu'en 1979, le monde occidental a accepté, avec la plus extrême facilité, l'idée que la bombe à neutrons, que l'URSS ne possédait pas encore, allait entraîner la destruction de l'humanité et était une arme impérialiste. De la même manière, les centrales atomiques, dont le nombre va croissant en URSS, servent à produire de l'électricité dans les pays socialistes... et à polluer l'atmosphère dans les pays capitalistes.

Mais ce n'est, là encore, qu'un aspect limité de cette politique qui se donne pour mission de présenter l'Union Soviétique à la fois comme le pays du « socialisme réel » et comme un État qui ne diffère en rien de tous les autres. Le Kremlin est parvenu à « désinformer » le monde sur *la nature même* de l'État édifié après la Révolution d'Octobre et sur les autres buts qu'il se propose. Toutes les formes de « désinformation » possibles et imaginables ont été et sont utilisées pour parvenir à cette « Désinformation Suprême ».

« Ils s'imaginent que nous sommes comme eux », ironisait Hitler à propos de ses adversaires politiques, au cours d'un entretien avec Herman Rauschnig. « Nous autres, bolcheviks, sommes des hommes d'une autre trempe », proclamait publiquement Staline. On reconnaît aujourd'hui la justesse des propos d'Hitler parce qu'il a perdu la guerre. Mais on continue à ne pas croire le vainqueur : Staline.

En France, deux explications sont données à l'intervention soviétique en Afghanistan : d'une part, l'URSS a voulu aider son voisin à supprimer le droit de cuissage; d'autre part, les Russes sont traditionnellement attirés par les mers du Sud. Ces deux explications déforment le sens réel de l'action soviétique.

Plusieurs dizaines d'années de « désinformation » constante ont fait de l'URSS un pays aux cent visages. Ce qui explique qu'elle ait pu successivement trouver appui auprès de l'opinion occidentale progressiste (jusqu'en 1941) et des gouvernements des États démocratiques (durant la guerre). Ce qui explique également qu'elle soit parvenue à intéresser, à partir des années 50, les dirigeants capitalistes occidentaux et les milieux d'affaires.

La particularité de la « désinformation » soviétique vient de ce qu'elle se nourrit de l'attitude de l'Occident qui, une fois l'impulsion donnée par Moscou, se « désinforme » lui-même. Les Mémoires publiés par les diplomates occidentaux ayant séjourné en URSS nous laissent l'étrange impression de récits décrivant une autre planète, qui n'existerait que dans l'imagination des auteurs. Dans son célèbre ouvrage *En mission à Moscou* (publié en 1943), l'ambassadeur américain Joseph Davis affirme, notamment, que « Staline tient à libéraliser la Constitution, prenant par là des risques énormes pour son pouvoir personnel et sa place dirigeante au sein du Parti ». Pour Joseph Davis, Staline est le meilleur « partenaire » possible; il convient de l'aider, car ses sympathies libérales se heurtent à la résistance des membres du Politburo. Sous l'influence de son ambassadeur, Roosevelt accepte donc très volontiers d'accorder à l'URSS deux sièges supplémentaires à l'ONU, Staline ayant expliqué qu'il ne pouvait, sans cela, se présenter devant ses électeurs d'Ukraine et de Biélorussie!

L'Ouest ne cesse de chercher au Kremlin un « partenaire de bonne volonté ». L'ambassadeur des États-Unis, Charles Bohlen, en poste à Moscou après la mort de Staline, en découvre un nouveau : « ...Malenkov m'a donné l'impression d'être mieux disposé à l'égard

de l'Occident que les autres dirigeants soviétiques. » L'ambassadeur américain est particulièrement frappé par le fait que Malenkov « ne boive pas ». « En tout cas, ajoute-t-il prudemment, je ne l'ai jamais vu boire aux réceptions. » Pour Helmut Allardt, ambassadeur d'Allemagne fédérale, A. Kossyguine possède un « charisme secret » qui fait de lui un magnifique « partenaire » : il est, en effet, un « technocrate ».

En donnant de l'Union Soviétique l'image d'un État comme les autres, les diplomates et hommes politiques occidentaux ont recours à une méthode déjà traditionnelle : ils pensent pouvoir exercer ainsi une influence sur la politique de l'URSS, par le biais des dirigeants soviétiques « bien disposés à l'égard de l'Occident » et des ambassadeurs qui « le comprennent ». Ainsi les Mémoires de Kissinger sont une anthologie de toutes les fausses représentations de l'URSS, le produit de la « désinformation » et de « l'auto-désinformation ». Kissinger raconte avec émotion et fierté comment, nommé conseiller du Président pour les questions de Sécurité Nationale, il est reçu avec une extrême bienveillance par l'ambassadeur d'URSS à Washington, Anatoli Dobrynine. Dobrynine, alors souffrant, l'accueille en robe de chambre, ce dont Kissinger se trouve particulièrement flatté. Cet ancien professeur de Harvard, spécialiste de Metternich, est alors convaincu qu'il a trouvé le moyen de remonter à la source même du pouvoir soviétique : Dobrynine est justement un de ces membres du Comité Central qui « comprennent les USA ».

Cette image de l'URSS (un État « comme les autres ») porte à croire que les statistiques soviétiques reflètent la situation réelle du pays. Certes, des économistes particulièrement méfiants ont prétendu qu'il était indispensable de vérifier le moindre chiffre avancé et de diminuer le pourcentage officiel d'exécution du Plan. Cela dit, il n'est venu à l'idée de personne que la « désinformation » soviétique ne consistait pas à falsifier les statistiques, mais à les supprimer purement et simplement, du moins telles qu'on les conçoit en Occident.

En prenant connaissance du rapport de la CIA au Congrès, Lev Navrazov, réfugié soviétique, en vient à la conclusion que le contre-espionnage américain tire tout ce qu'il sait de l'URSS des statistiques soviétiques. « Même si — écrit-il — les services secrets américains n'avaient été constitués que d'agents du KGB, ils n'auraient jamais osé prétendre, onze années durant, que le budget

militaire soviétique était égal à celui des États-Unis! » Car chacun, en effet, sait que le Kremlin dépasse largement Washington dans ce domaine. Après la parution de cet article retentissant (« Ce que le contre-espionnage occidental connaît de la Russie ») dans *Commentary* et dans des centaines de périodiques du monde entier, l'auteur fut invité à un déjeuner-débat auquel participaient des membres du Congrès, des représentants du gouvernement, des journalistes et l'amiral Stansfield Turner, chef de la CIA. Ce dernier (est-il utile de le préciser?) fut totalement incapable de réfuter les allégations de l'émigré soviétique...

L'Occident, psychologiquement incapable d'imaginer que les statistiques peuvent n'avoir aucun rapport avec la réalité et ne servir qu'à la « désinformation », demeure persuadé que l'URSS est — comme l'a déclaré Samuels, vice-ministre du Commerce américain — « le premier pays du monde à avoir mis un terme à l'horreur des bidonvilles ». L'Ouest croit aussi, comme l'affirmait Wirszup, professeur à l'Université de Chicago, que 97 % des écoliers soviétiques passent avec succès l'examen de fin d'études secondaires, ce qui constitue le record mondial absolu. Le vice-ministre du Commerce américain, qui a préparé une série de documents sur les réussites de la construction soviétique, a effectué de nombreux voyages en URSS; il a visité plus de cent villes et agglomérations. Mais il ne connaît pas le russe et est contraint de s'en remettre à un interprète. Le professeur Wirszup, qui s'extasie sur les « records » établis par les écoles soviétiques, oublie de dire qu'en URSS le travail du pédagogue est directement lié au pourcentage de réussite des élèves : un professeur qui met de mauvaises notes fait baisser son pourcentage d'exécution du Plan et celui de l'école tout entière. En juin 1980, le magazine *Time* publie un numéro spécial intitulé : « L'URSS de l'intérieur ». La revue américaine nous présente une grande puissance, pacifiste et heureuse avec, certes, quelques insuffisances, mais qui sont en passe d'être supprimées. Selon *Time*, en comparant le coût de la vie à New York et à Moscou, on s'aperçoit que si les « jeans », les bagues en or et les téléviseurs couleurs sont meilleur marché aux États-Unis, les loyers, le chauffage, l'électricité, les robes et le pain sont nettement moins chers en URSS. Le lecteur en conclut aisément qu'en fin de compte la vie serait plutôt plus agréable à Moscou qu'à New York. L'apparence d'objectivité, soulignée par des chiffres sur le prix des automobiles (une voiture américaine

Michel Heller

coûte 6 000 dollars, une « Jigouli » soviétique 10 000), fait de cette édition spéciale de *Time* la meilleure publicité qui soit pour l'URSS. Dans les faits, le tableau brossé par le magazine américain ressemble à peu près autant à la réalité soviétique que le *Daily News* (prix : 25 cents) aux *Izvestia* (5 cents seulement).

La ligne générale de la politique de « désinformation » est fixée par Moscou. On a, par exemple, décidé de changer l'emblème du pouvoir soviétique. Dans les années 30, il était représenté par la sculpture de Moukhina : deux gigantesques statues d'un ouvrier et d'une kolkhoziennne en marche vers l'avenir radieux, un marteau et une faucille à la main. Dans les années 50, on voit apparaître sur les couvertures des livres, des revues et des dépliants touristiques, les tours du Kremlin et les coupoles multicolores de Saint-Basile le Bienheureux. Le général de Gaulle évoque alors la « Russie éternelle ». Henry Kissinger, lui, parle des racines traditionnelles de la politique extérieure soviétique. Encore une fois, l'URSS se contente d'élaborer le Plan. Il est ensuite exécuté par l'Occident qui, inlassablement, « s'auto-désinforme ». Le vice-président du Comité Olympique soviétique avait de bonnes raisons de conclure sa dernière conférence de presse, tenue à Moscou, avec les journalistes occidentaux, par ces mots : « Messieurs, je suis content de vous. »

Michel Heller, la « Désinformation », moyen d'information
in *Politique internationale* N° 10